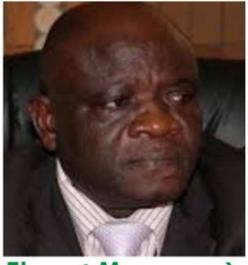


L'année scolaire face aux dates d'examens de fin d'année :



Florent Maganawè

Le second degré du secteur public au cœur des débats

P.4

JOURNÉE PORTE OUVERTE DE L'UNION EUROPÉENNE :

Nicholas Berlanga-Martinez réitère son amitié et son soutien au Togo

P.4



Coupure du ruban symbolique

Le DIALOGUE

N° 022 du 15 Mai 2015

Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

Récépissé n°0477/04/02/14/HAAC

UNION IMPOSSIBLE AU SEIN DE L'OPPOSITION TOGOLAISE :

Les militants et sympathisants dans le désespoir et la résignation

P.3



Me Apévon Dodzi (CAR)



Jean-Pierre Fabre (ANC)



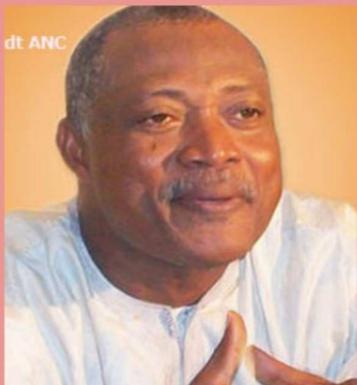
Gerry Komandega Taama (NET)



Prof Aimé Gogué (ADDI)

CONTESTATION DES RÉSULTATS DE PRÉSIDENTIELLE DU 25 AVRIL DERNIER :

CAP 2015 annonce une marche pour demain



Jean-Pierre Fabre

Jamais l'opposition togolaise, en particulier le parti de Jean-Pierre Fabre n'a tiré conséquences des actes qui ternissent de plus en plus son image. L'annonce de la marche ce week-end de CAP 2015 suscite déjà des interrogations. Beaucoup de togolais pensaient qu'on a tourné la page de cette histoire de marche ; que l'opposition dans son entièreté a tiré une belle leçon par le passé et ne sortira que pour de bonne cause. On pensait que le leader de l'opposition n'allait pas tacher son tout nouveau manteau des saletés des ses anciennes costumes ; mais la surprise est là, les anciennes habitudes reviennent, les marches sont encore au rendez-vous avec CAP 2015...

Suite à la page 5

CLIMAT DE DÉMOCRATIE APAISÉE AU TOGO :

Le Ministre Yark et la FOSEP ont joué leur partition

P.3



Le ministre Yark Damehame et les premiers responsables de la FOSEP 2015

NON À LA VIOLENCE



Chers soeurs et frères togolais,
L'élection n'est pas un moment
d'affrontements, de violence;
c'est un temps de débats
d'idées.

Evitons la violence sous toutes
ses formes avant, pendant et
après les élections.

Privilégions l'ouverture et la
tolérance.

Ceci est un message du
Ministère de l'administration territoriale, de la
décentralisation et des collectivités locales.

UNION IMPOSSIBLE AU SEIN DE L'OPPOSITION TOGOLAISE :

Les militants et sympathisants dans le désespoir et la résignation

Les mots restent faibles, les langues sont imparfaites pour pouvoir exprimer pleinement la déception et le désespoir qui ravagent les cœurs de ces militants et sympathisants de l'opposition togolaise à qui tout a été promis cette année pour que l'alternance politique ou mieux encore, la victoire électorale de l'opposition devienne une réalité sur la terre de nos aïeux.

Mis à part cette marge importante qui s'est abstenue d'aller voter le 25 avril dernier, parce que les réformes ne sont pas opérées, il se lit sur les visages de ceux qui s'efforçaient d'espérer un possible miracle une déception indescriptible.

Pour l'heure, CAP 2015 et son candidat se battent très difficilement pour démontrer que le Président de la République togolaise actuel, après la proclamation des résultats est Jean-Pierre Fabre. Et c'est à tort et à raison qu'ils adoptent une telle attitude, sinon, que pouvaient-ils faire d'autres si ce n'est de faire croire

que " Nous irons aux élections même sans les réformes et nous les gagnerons" reste et demeure la meilleure voie à suivre contrairement à ceux qui ont prédit qu'il ne servirait à rien pour l'opposition de participer à une élection sans les réformes au préalable. Mais comment l'opposition en est-elle arrivée là au point de plonger tous ceux qui la soutien-



Me Apévon Dodzi, Président du CAR

nent dans une telle désespérance? Se demande-t-on.

Une chose est certaine, les leaders de l'opposition togolaise n'ont jamais voulu s'unir de façon sincère pour la cause commune comme on le voit dans les pays voisins. Les petits calculs mesquins ont toujours pris le dessus et c'est souvent en pleine bataille que les querelles renaissent.

En effet, depuis près d'un an déjà, en prélude au scrutin du 25 avril qui vient de boucler, il était question d'opérer les réformes avant l'organisation de la présidentielle. Dans le camp de l'opposition, c'était la seule condition favorable à une éventuelle alternance politique. Tous les espoirs étaient basés sur la question du mode du scrutin à deux tours, la

limitation du nombre de mandats présidentiels et quelques réformes institutionnelles. Mais au même moment, dans la même opposition, c'est la question de la candidature unique qui préoccupe. La division est partie de là.

Plusieurs tentatives en vue des réformes avant les élections n'ont pu aboutir à cause des voix discordantes au sein de l'opposition. Les compromis politiques proposés et acceptés par le pouvoir ont été rejetés par l'ANC de Jean-Pierre Fabre qui voulait que Faure Gnassingbé quitte systématiquement le pouvoir. Conséquence, rien n'a été fait jusqu'au jour du scrutin.

La colère des partisans des réformes a été grande. Ceux-ci, dans leur vengeance n'ont fait aucune économie d'énergie pour



Jean-Pierre Fabre, Président de l'ANC

tirer davantage les chances de Jean Pierre Fabre vers le bas. Des appels au boycott et des discours politiques dissuasifs ont été mis à contribution pour réduire les chances de Fabre qui s'est entêté à négliger les réformes avant cette élection.

Au jour d'aujourd'hui, il ne reste qu'une seule alternative à cette opposition togolaise qui se déchire infiniment dans des querelles politiques: revenir à la case départ et retourner à la table de négociation pour que soient obtenues les réformes dans les meilleurs délais. Cependant, il faut bien l'avouer, ce sera une pilule très dur à avaler pour Jean-Pierre Fabre quand on sait la manière radicale dont il s'est opposé à ceux qui ont souhaité les réformes en contrepartie de la

candidature de Faure Gnassingbé.

Aujourd'hui, non seulement, les réformes n'ont pu être opérées, mais aussi, Faure Gnassingbé peut encore se présenter aux élections présidentielles plusieurs fois. Et c'est ici que l'électorat de l'opposition trouve sa déception plus grande. Que va donc faire Jean-Pierre Fabre à présent? Va-t-il finir de reconnaître sa défaite et accepter les réformes avec les conditions qu'il a eues à rejeter peu avant le scrutin? Que faut-il donc faire pour se sauver la face et répondre aux aspirations de ces Togolais qui fondent leur espoir sur la possibilité d'une alternance politique?

La situation reste bien délicate et seuls les mois avenir pourront nous éclairer.

Apo

CLIMAT DE DÉMOCRATIE APAISÉE AU TOGO :

Le Ministre Yark et la FOSEP ont joué leur partition

Le Togo vient de sortir la tête haute d'une épreuve difficile quand on se réfère aux élections en Afrique qui, la plupart du temps sont enclines aux violences et à l'instabilité politique. Dans un passé récent, élection au Togo rime avec violence. Ceci est en partie dû à la male interprétation de la démocratie et aux états d'âmes de certains leaders qui refusent obstinément d'accepter sportivement leur échec après la proclamation des résultats. Les esprits malintentionnés, appellent souvent leurs partisans à l'insurrection et tout se bascule dans une spirale de violence.

Au début du processus, nombreux sont les partisans du mal qui ont semé une psychose au sein de la population avec à la clé une situation de peur qui s'est emparée des citoyens. Chacun dans son fort intérieur se disait qu'après l'annonce des résultats les violences prendront le dessus et le pays va encore une fois s'embraser.

Cependant, la clairvoyance du Ministre de la sécurité et de la protection civile le colonel Yark Damehame, qui a su instruire ses hommes sous la coupole de la FOSEP, a eu raison sur les oiseaux de mauvais augure qui tentaient à

tout prix de déterrer la hache de guerre pour montrer à la communauté internationale, l'image hideuse du pays.

Ces ennemis de la nation avaient évoqué des prétextes fallacieux relatifs aux réformes, à l'audit du fichier électoral et au spécimen du bulletin de vote pour exciter la population à verser dans la violence. Mais de guerre lasse, la FOSEP avec pour mission essentielle d'assurer l'ordre et la sécurité du scrutin avant, pendant et après le scrutin a su éviter de justesse ces formes de violence. Les Togolais ont compris qu'il faut tourner la page sombre



Le ministre Yark Damehame et les premiers responsables de la FOSEP 2015

des violences ; ils sont désormais attachés aux valeurs démocratiques, gage de tout développement durable.

Avant toute chose, tout le mérite est à mettre à l'actif du ministre de la sécurité chargé de la protection civile, le Colonel Yark qui a imprimé à la FOSEP une marque de professionnalisme et de neutralité au cours du processus électoral.

Sans langue de bois, le ministre Yark et ses hommes sont à saluer pour la mission qu'ils ont su accomplir avec dévotion, détermination et abnégation.

Il n'est pas aussi à mettre de côté le rôle ô combien important qu'a joué le ministre de l'administration territoriale chargé des collectivités locales M. Gilbert Bawara, qui était sur tous les fronts pour

enseigner à la population surtout celle de Lomé, les valeurs de paix et de non violence.

Au demeurant, l'élection présidentielle a été une réussite. On peut donc dire sans risque de se tromper que, ce succès est à mettre sur le mérite du ministre Yark Dahemame et de la FOSEP.

Kadi

L'ANNÉE SCOLAIRE FACE AUX DATES D'EXAMENS DE FIN D'ANNÉE :

Le second degré du secteur public au cœur des débats

Les cours ont finalement repris le 04 mai dernier après plus de quatre semaines de congés de Pâques. Et pour compenser tout le temps perdu, le gouvernement a repoussé certains examens de fin d'année de quelques semaines. Seulement, cet effort de réajustement est très loin de régler tout un cortège de difficultés que connaissent les collèges d'enseignement général du secteur public, c'est-à-dire le second degré.

En effet, contrairement au troisième degré qui compte deux semestres, le premier cycle du secondaire a toujours compté trois trimestres. Et comme tout le monde a pu le constater, l'année scolaire en cours a connu assez de turbulences à cause des grèves répétitives de la Synergie des Travailleurs du Togo. Plus de six semaines ont été emportées par les jours de grève qui ont paralysé aussi bien les activités du monde scolaire que le fonctionnement de l'administration publique.

On se souvient que la période des compositions du second tri-



Florent Yao Maganawè, ministre des Enseignements Primaire et Secondaire

mestre a coïncidé avec les mouvements de grève de la STT que les enseignants ont largement suivis. Les chefs d'établissement publics ont ainsi fait feu de tout bois pour faire composer les élèves en l'absence des enseignants dans les classes.

Le principe selon lequel les jours de grève ne sont pas payés étant acquis, les copies des compositions ont été gardées dans les

inspections de l'Éducation jusqu'à la rentrée du troisième trimestre.

Ce n'est qu'à la fin de la semaine dernière que la plupart des chefs d'établissement, après plusieurs hésitations, sont allés retirer ces tas de copies d'élèves qu'on demande aux enseignants de corriger en vue d'établir les bulletins du second trimestre qui, en réalité a pris fin depuis le 27

mars dernier selon le calendrier de l'année scolaire.

Au jour d'aujourd'hui, les compositions du troisième trimestre sont fixées au 08 juin au second degré ce qui rend la tâche quasi impossible aussi bien pour les chefs d'établissement que pour les enseignants.

Au premier degré, aucun problème majeur ne se pose puisqu'on n'y tient pas compte des notes de compositions pour le passage en classe supérieure. Par contre, au collège, c'est l'addition des notes de classe ajoutées aux notes de toutes les compositions qui détermine le passage en classe supérieure.

Quel est donc le problème qui se pose présentement au second degré?

À l'heure actuelle, suite à nos enquêtes, il est demandé aux professeurs de collège de terminer la correction des tas de copies des compositions qu'on vient de leur sortir des inspections et ceci avant la semaine prochaine. Il leur faudra également rassembler les notes du second trimestre, remplir les blocs de bulletins de

notes, calculer les moyennes du deuxième trimestre.

Tout ceci doit être fait avant les devoirs de ce troisième trimestre qui débutent déjà dans ce mois de mai. Des notes de service à signer ont été présentées à ces enseignants du collège.

D'après les informations qui nous parviennent, les enseignants, par ironie, ont juste accepté de signer ces notes sachant toutefois que ce qu'on leur demande est quasiment impossible.

La situation est bien complexe et nul n'ose lever le petit doigt pour attirer l'attention du ministre sur la question. À cette allure, les élèves du collège risquent, soit de ne pas obtenir leurs bulletins de notes du deuxième trimestre avant la fin de l'année scolaire, soit, ils seront victimes des résultats issus d'un travail plus que bâclé si possibilité y est.

Dans ces conditions, nous estimons que les autorités compétentes ont l'obligation d'approcher les acteurs de l'éducation qui sont sur le terrain pour étudier avec eux la meilleure voie à suivre.

Levrai

JOURNÉE PORTE OUVERTE DE L'UNION EUROPÉENNE :

Nicholas Berlanga-Martinez réitère son amitié et son soutien au Togo

Le chef de la délégation de l'Union Européenne au Togo, Nicolas Berlanga-Martinez a organisé une journée porte ouverte le mercredi 13 mai dernier au siège de ladite délégation. Cette journée devrait permettre aux Togolais de bien comprendre la façon dont est articulée l'aide de l'UE dont les financements permettent d'améliorer le quotidien de la population en matière de santé, d'éducation et d'assainissement. Une journée qui a été marquée par la participation d'une vingtaine d'organisations de coopérations qui ont installé les stands, de la visite des élèves de 7 écoles de la capitale, ainsi que d'un concert de musique.

Le patriotisme européen est avant tout celui d'une expression des valeurs démocratiques et de paix, et d'une solidarité universaliste qui entend réunir des individus autour d'un modèle de société et non à organiser des masses derrière un drapeau. Il semblait cohérent, dans la logique de partage de souveraineté sur laquelle s'est édifiée l'Europe, qu'elle se dotait d'un mécanisme propre de politique extérieure pour avoir une voix adaptée aux enjeux du XXIème siècle sur la scène internationale.

C'est à ce sens que depuis 2009, avec le Traité de Lisbonne, l'Union européenne possède une personnalité juridique internationale qui lui permet de signer des traités ou d'accréditer des ambassadeurs dans les pays tiers, comme ce fut le cas de Nicholas Berlanga-

Martinez.

A travers cette journée porte ouverte du 13 mai dernier, les Togolais ont pu comprendre que le modèle de partenariat entre le Togo et l'Union Européenne est caractérisé, par une vision de développement à long terme, une utilisation principale de dons (et non de prêts), et un dialogue basé sur les politiques sectorielles en faveur de l'approfondissement, de la démocratie et du développement inclusif dont bénéficient tous les citoyens.

Signalons qu'à la veille de cet événement, Nicholas Berlanga-Martinez a, dans son discours, rappelé lors de la réception qui a été organisé dans l'enceinte de l'ambassade de l'Union Européenne, les signes distinctifs de la diplomatie européenne qu'ils offrent à leurs partenaires internationaux dont le Togo.



Coupure du ruban symbolique

Pour lui, c'est une diplomatie qui propose des réponses collectives, basées sur la force morale du droit internationale, aux menaces communes telles que le changement climatique ou les défis sécuritaires.

Une diplomatie dit-il qui leur permet d'établir des partenariats en plaçant l'homme et le développement inclusif au centre de leurs préoccupations et de leurs actions.

Il continue tout en énumérant que c'est une diplomatie qui pour le XXIème siècle combine les atouts de chacun de leurs Etats membres en coordonnant

leurs voix ainsi que la solidarité de l'aide publique au développement ; mais aussi qui s'adresse et fait participer chacun : la

société civile, les leaders d'opinion, les médias, les universités, le monde de la culture, la jeunesse.

Par rapport au scrutin du 25 avril dernier qui s'est déroulé dans la paix et la transparence totale, M. Nicolas Berlanga-Martinez n'a pas manqué de féliciter tous les candidats, les acteurs de la société civile, de la sécurité et tout le peuple qui ont beaucoup contribué pour que le Togo puisse sortir gagnant de ce processus.

Ces progrès doivent être le point de départ vers d'autres avancées à conquérir en paix et en liberté et pour lesquelles d'ores et déjà l'Union européenne offre son amitié et son soutien.

Kodjovi



Directrice de la Publication : Talata SIBABI Tél : 92 70 73 36

Rédacteur en chef : Pouli Pierre (91 96 04 53)

Imprimerie : LA COLOMBE

Rédaction : Kadi, Pouli Pierre, Appolinaire, Junior Agbé

Tirage : 1.500 exemplaires

CONTESTATION DES RÉSULTATS DE PRÉSIDENTIELLE DU 25 AVRIL DERNIER :

CAP 2015 annonce une marche pour demain

Jamais l'opposition togolaise, en particulier le parti de Jean-Pierre Fabre n'a tiré conséquences des actes qui ternissent de plus en plus son image. L'annonce de la marche ce week-end de CAP 2015 suscite déjà des interrogations. Beaucoup de togolais pensaient qu'on a tourné la page de cette histoire de marche ; que l'opposition dans son entièreté a tiré une belle leçon par le passé et ne sortira que pour de bonne cause. On pensait que le leader de l'opposition n'allait pas tacher son tout nouveau manteau des saletés des ses anciennes costumes ; mais la surprise est là, les anciennes habitudes reviennent, les marches sont encore au rendez-vous avec CAP 2015.

A la création de son parti politique, M. Jean-Pierre Fabre a su embarquer beaucoup de politiciens dans son navire. Certains d'entre eux, en voyant le danger à l'horizon se sont jetés à l'eau et ceux qui savent nager ont pu se sauver la peau. On se rappelle bien qu'après sa défaite à la présidentielle de 2010 où il était à la tête de l'UFC, Jean-Pierre Fabre s'est empressé de créer son propre parti et faire face à l'ex leader en la personne de Gilchrist Olympio qu'il disait corrompu par le pouvoir.

Pour se donner plus de poids Fabre crée un premier machin : le Front Républicain pour l'Alternance et le

Changement (FRAC), qui regroupait partis politiques et mouvements de la société civile dirigé par lui-même. C'est justement ce qui a permis à l'ANC d'avoir plus de sièges à l'Assemblée Nationale après les législatives de 2013 que ses compagnons de lutte. Mais une plaie intestine va naître et le FRAC va disparaître pour faire place au Collectif Sauvons le Togo (CST). Toutefois les coups bas, l'hypocrisie et l'arrogance des responsables de ce regroupement de partis politiques, ont très vite fait disparaître le groupe à la veille de la présidentielle de 2015 lors des discussions qui devaient aboutir au choix d'un candidat



Jean-Pierre Fabre,

unique de l'opposition. C'est alors qu'on a vu naître la Convention pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015), regroupement de partis politiques au nom duquel Fabre se présente à la présidentielle. Après cette nouvelle défaite, le leader de l'opposition qu'on croyait rompre avec les anciennes habitudes qui lui ont toujours coûté des critiques, annonce une marche pour réclamer une "victoire volée".

Après la proclamation des résultats provisoires par la

CENI, les candidats étaient invités à faire des recours auprès de la Cour Constitutionnelle (voie légale) pour réclamer ou dénoncer les irrégularités s'il en existait. Aucun recours n'a été fait et on se disait que les résultats étaient enfin acceptés par tous.

On se disait que ceux qui, à la proclamation de résultats provisoires s'agitaient, avaient finalement rendu compte de leur défaite. Mais ce n'était rien de tout ça. Comme le cap 2015 s'invite

une nouvelle fois dans la marche sous le chaud soleil à la plage, on attend donc de voir si cette marche peut apporter quelque chose de positif pour le pays surtout en matière de démocratie et d'apaisement. Puis que par le passé, les conséquences étaient incalculables après chaque marche du FRAC ou du CST.

L'opposition ferait mieux de se ressaisir, de mieux réfléchir et saisir des opportunités qui puissent permettre à l'opposition d'accéder à l'alternance qu'elle veut depuis 25 ans déjà. En effet, toutes les limites ont été franchies par les parties en conflit et à ce jour, seul le togolais en paie la facture, une facture d'ailleurs très lourde à supporter. Les marches n'ont rien donné de positif aux yeux de tous les Togolais. Ce n'est qu'une perte de temps.

Il vaut mieux pour CAP 2015 de se réorganiser et de penser à d'autres stratégies. La rue, oui ; mais quand on en abuse cela n'a plus de valeur.

Pierre

APRÈS L'ÉCHEC DE L'OPPOSITION AU SCRUTIN PRÉSIDENTIEL :

Le CAR appelle la classe politique à changer de méthode

Deux semaines après le scrutin présidentiel qui s'est soldé par l'échec de l'opposition, le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) est sorti de sa léthargie pour appeler toute la classe politique à prendre conscience de l'avenir du pays qui peine à rentrer dans l'alternance politique. C'était au cours d'une conférence de presse animée par les premiers responsables du parti le 13 mai dernier à Lomé.

noncés à 85% pour les réformes n'aient pas été écoutées.

Dans une déclaration liminaire lue par Jean Kissi, Secrétaire Général du parti, les responsables du CAR, après avoir dénoncé certaines manœuvres qui sont de nature à ne pas permettre l'alternance politique au Togo, pensent que, le pouvoir fait recours aux stratégies destinées à bloquer les réformes.

Pour lui, les contre-vérités sont

constituent pour tous les militants et sympathisants, une condition sine qua non pour parvenir à l'alternance politique au Togo.

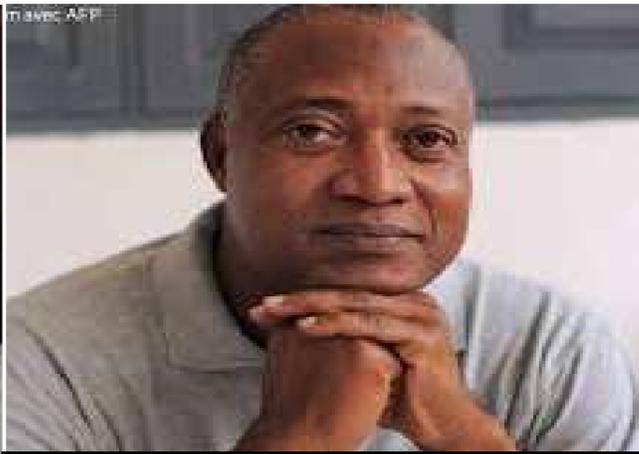
Mais en marge de cette rencontre, Me Apévon va plus loin constater que, l'opposition togolaise dans son entièreté a fait l'amalgame entre plusieurs méthodes qui n'ont pas été en sa faveur. Il s'agit de la méthode de la rue qui a montré ses limites, de la méthode de l'évolution et de la

Il va sans dire qu'un autre débat refait surface après la victoire du président Faure à l'élection présidentielle du 25 Avril dernier. Le CAR dans sa logique est favorable aux réformes constitutionnelles et institutionnelles qui donneront libre cours à l'alternance en insistant sur le dialogue. Cependant, on se rappelle que le pouvoir en place n'a pas manifesté un désaccord à propos de ces réformes. Le Président de la

se de se joindre à la majorité pour les 3/5, nécessaires pour procéder au vote des réformes. Le CAR, certes avait insisté sur la chose avant la présidentielle, mais c'est le parti de Jean-Pierre Fabre qui ne l'a pas voulu. C'est ce qui explique d'ailleurs le boycott du CAR à ce scrutin. Dans bien des cas, le pouvoir est disposé à opérer ces réformes et le président Faure réélu pour un nouveau quinquennat va proba-



Alberto Olympio, Président du Parti des Togolais



Jean-Pierre Fabre, Président de l'ANC



Me Apévon Dodzi, Président du CAR

Le CAR constate et tire les leçons de l'échec de l'opposition dû aux nombreux manquements. Pour le CAR qui avait appelé au boycott du scrutin présidentiel pour cause de la non tenue des réformes, il n'y a pas de surprise particulière pour l'issue de ce scrutin.

Le parti de Me Apévon s'étonne que les populations qui se sont pro-

servies au peuple, ce qui explique son ignorance face aux problèmes qui doivent aller dans le sens de l'intérêt général.

Selon la déclaration, il urge que tous les acteurs, conscients du devenir du pays se concertent en vue de sortir le pays de l'impasse. Le parti de Me Apévon Dodzi Paul est foncièrement rattaché aux réformes qui

méthode du dialogue.

Dans cette optique, Me Apévon propose que l'on considère l'adversaire lorsqu'il s'agit d'un dialogue entre le pouvoir et l'opposition pour arriver à un compromis. "Lorsque vous n'êtes pas disposés à l'esprit de compromis, vous n'êtes plus dans la logique du dialogue" a expliqué le président national du CAR.

République, dans sa politique d'ouverture et de respect des institutions de la république, avait demandé au parlement de s'y plonger. On reconnaît la connotation politique qui avait bloqué les réformes politiques.

Lorsqu'il s'est agi de faire des réformes à l'assemblée nationale, l'ANC dans sa suffisance avait refu-

blement s'y atteler. Si le CAR estime qu'il n'y a pas eu de compromis et que les Togolais qui se sont prononcés à une grande majorité n'ont pas été écoutés, il va falloir s'en prendre à l'ANC qui est l'auteur du blocage de ces réformes et non le pouvoir UNIR.

EDJAHO

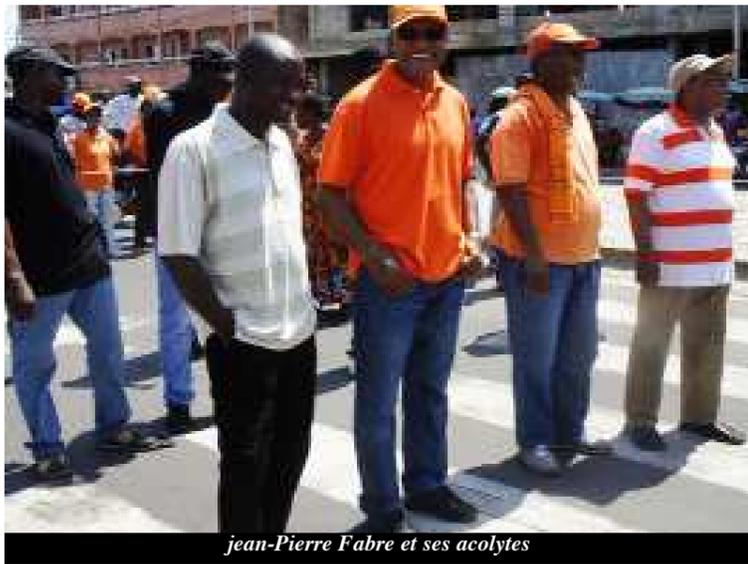
CAP 2015 DANS SES ŒUVRES POUR FAIRE PLIER LE POUVOIR :

Les contestations de Fabre auront-elles un écho favorable ?

L'élection présidentielle d'Avril 2015, appartient désormais à l'histoire. Si chacun s'accorde à reconnaître la crédibilité et la transparence de ce scrutin, le candidat de Cap 2015 quant à lui continue de contester les résultats proclamés par la CENI et avalisés par la cour constitutionnelle. Pour les partis qui composent ce groupement, "la présidentielle est entachée de fraudes massives".

En meeting le weekend dernier à Lomé, CAP 2015 a trouvé matière à polémiquer encore sur ces résultats pourtant salués par l'ensemble des observateurs internationaux et la communauté internationale.

Dans un communiqué qu'ils ont pondu en marge de cette rencontre, les partis membres de CAP 2015, demandent instamment à l'OIF d'intercéder auprès du gouvernement pour que l'on reprenne les décomptes de ce scrutin. Cette manière de contestation propre à Cap 2015 n'est que chimérique quand on sait que, la SG de la francophonie comme bon nombre d'experts et de personnalités de part le monde, ont déjà salué cette élection jugée transparente. Le chef de la délégation de l'UE M. Berlanga-Martinez a également



Jean-Pierre Fabre et ses acolytes

salué la victoire de Faure en déclarant que, c'est le Togo qui gagne en matière de démocratie.

Toutes les chancelleries reconnaissent la réélection du président Faure et l'ont encouragé à rester dans la vision de réconciliation pour le développement du pays. En dépit de toute cette approbation et ce quitus donnés au Chef de l'Etat pour les cinq années avenir, Jean-Pierre Fabre et comparses s'inscrivent en faux en érigeant toujours des murailles de contestations.

Ils se sont fondés sur les Procès Verbaux de certains Bureaux de Vote pour autoproclamer le chef de

file de l'opposition comme vainqueur. Pire, dans leur réclamation, les membres de CAP 2015 ont le toupet de donner deux semaines à la SG de l'OIF et son institution de plaider pour leur revendication faute de quoi, ils espèrent prendre leur responsabilité.

A analyser les propos de CAP 2015, on comprend aisément que ceux-ci frisent la menace. Mais l'on est tenté de se demander si Jean-Pierre Fabre et ses acolytes auront les coudées franches pour affronter cette organisation et le pouvoir en place ? Le Togo dispose des institutions de la république

qui sont sensées se plancher sur le processus électoral. Si avant la proclamation définitive des résultats, CAP 2015 n'était pas sur la même longueur d'onde que la CENI, elle avait la possibilité de formuler une requête devant la cour constitutionnelle qui se charge du contentieux électoral. Au lieu de passer par cette procédure, Jean-Pierre Fabre avait déclaré que cette institution est "aux bottes du régime en place" et que toute tentative devant elle sonnerait comme prêcher dans le désert.

Aujourd'hui, face à son destin, Fabre ne sait plus à quel sein se vouer. Raison pour laquelle il demande encore à ses militants et sympathisants de battre le pavé. Ce sera du déjà vu au Togo puisque les marches hebdomadaires de Fabre et les siens ont prouvé leur limite. De 2010 jusqu'en 2013, ils ont pris leur temps pour marcher sans trouver gain de cause.

Une chose paraît aussi curieuse à nos yeux si on s'en tient au début du processus électoral où l'opposition y compris Cap 2015 avait formulé des doléances avant toute participation. On se rappelle encore qu'au moment où le CAR demandait résolument les réformes, Fabre avait accepté d'aller à cette élection sans condition sine-

qua non. La seule réclamation soutenue par CAP 2015, était portée sur le fichier électoral.

C'est pour permettre une élection transparente et crédible que, le gouvernement avait dépêché les experts de l'OIF pour la consolidation de ce fichier. Fabre comme tous les autres candidats en lice avaient donc accepté d'y participer d'une façon consensuelle après épuration des doublons constatés dans ce fichier. Que reproche-t-on donc à la CENI quand on sait que tous les partis ont leurs représentants dans cette institution ? De quelle marge de manœuvre dispose Fabre pour réclamer sa soi-disant "victoire volée" si ce n'est pas des diversions pour claironner qu'il est le plus populaire des opposants Togolais ?

Tout compte fait, la transparence et la crédibilité du scrutin ont été saluées par tous. Si l'ANC pense contester, on connaît déjà sa méthode ; c'est bien celle de la rue. Ceux qui entendent se fondre encore dans les marches hebdomadaires de Fabre sont avertis qu'ils auront à user inutilement leurs souliers. Le vin est tiré, il faut le boire et avoir un regard positif pour l'avenir de notre pays.

Le Dialogue

CÉLÉBRATION DE LA VICTOIRE DE L'UNION POUR LA RÉPUBLIQUE :

La Majorité Silencieuse invite les Togolais à accompagner le Chef de l'Etat dans sa mission

Les membres du Mouvement des Jeunes pour la Popularisation de la bonne Gouvernance (MJPG) étaient en fête le week-end dernier sur le terrain de CERFER à Lomé. C'était une occasion pour l'ensemble de ces mouvements de jeunes de se féliciter de la victoire de M. Faure Essozimna Gnassingbé, candidat du parti UNIR à la présidentielle du 25 avril dernier. Etaient présents à cette fête, les responsables des mouvements de jeunes qui composent la Majorité silencieuse, certains cadre d'UNIR et les militants des quartiers de Kégué, Avépozo, Légbassito, Cassablanca, Avénou, Agoè, CERFER, Agoè-Echangeur, Toglékopé et Sagbado.

Les responsables de la Majorité silencieuse ont après avoir rendu grâce à Dieu pour cette réussite, remercié tous les militants du parti UNIR en général, et ceux du MJPG en particulier pour le combat qu'ils ont mené ensemble pour que le Chef de l'Etat soit réélu pour un troisième mandat.

Cette réélection témoigne selon les responsables du mouvement, de la confiance que le peuple togolais a placé en la personne du Chef de l'Etat, grâce notamment à son engagement politique qui prône la paix et la non violence et celui de métamorphoser le pays qui attire de plus en plus les investisseurs internationaux.

Dans son discours de circonstance, le porte-parole du

MJPG, M. Agbéssi Koffi s'est exprimé en ces mots : " nous étions nombreux à souhaiter, nous nous sommes engagés à fond dans le combat électoral et il a plu au ciel de nous écouter et de nous exaucer. Notre candidat reste Président de la République pour les cinq prochaines années ". En ce qui concerne la transparence de résultats M. Agbéssi ajoute : " le défi était grand, notre vaillant peuple l'a relevé. Tout est si limpide au regard des chiffres de la CENI, croisés avec ceux des observateurs nationaux et internationaux, des candidats, de la concertation nationale, de la société civile du Togo et ceux proclamés par la Cour Constitutionnelle ". Pour le MJPG, cette célébration n'était pas tant la victoire du



Les premiers responsables de la MJPG, lors de la rencontre

Président de la République, qui était, le moins évidente pour tous les observateurs avisés, mais plutôt à cause du climat de démocratie apaisé qui fait grandir le Togo.

Le MJPG dénonce cependant l'attitude d'une partie de l'opposition qui continue de contester les résultats.

Ainsi il estime qu' " un opposant est grand quand il reconnaît sa défaite avant tous les autres. On le respecte quand il félicite le vainqueur

avant tous les autres. Il est applaudi quand il fait comme ED MILIBAND, NICK GLEGG et NIGEL FARANGE en Grande Bretagne, en assumant et en tirant toutes les conséquences de la défaite en démissionnant. Surtout après deux défaites consécutives, s'il est, en bon démocrate, attaché à la question de deux mandats non renouvelables, il cède normalement la place à un meilleur candidat que lui, sans bruit, pour donner de

meilleures chances à l'alternance ".

Cette rencontre festive était également une occasion pour les responsables de la Majorité Silencieuse, de lancer un appel pressant à tous les Togolais à se mobiliser derrière le Chef de l'Etat et l'accompagner dans ses différents travaux et sa noble et difficile mission, celle de faire du Togo un pays prospère.

POULI

LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS :

L'ambassade de France renforce la capacité des élèves officiers de la gendarmerie

La traite des êtres humains est considérée de nos jours comme une troisième forme de criminalité la plus répandue dans le monde. Pour venir à bout de ce fléau, l'Ambassade de France au Togo a organisé les 12 et 13 mai dernier, dans l'enceinte de la gendarmerie nationale Togolaise, une formation à l'endroit des élèves Officiers de Gendarmerie.

C'est un atelier qui a réuni une vingtaine de participants, et qui a pour objectif de doter les enquêteurs de moyens opérationnels et de bonnes pratiques pour renforcer la répression de la traite des êtres humains au Togo. Plusieurs experts issus de la Gendarmerie Nationale, du ministère de la Justice et du ministère de l'Action sociale, ainsi



que de la société civile, étaient également de la partie pour partager leurs expériences et échanger autour des moyens à développer pour rendre la lutte contre la traite des êtres humains plus efficace, surtout au

niveau de la prévention, de la répression et de la protection des victimes.

La traite des personnes est considérée comme la troisième forme de criminalité la plus répandue dans le

monde, après le trafic d'armes et le trafic de stupéfiants. On estime à plus de 2,5 millions le nombre de victimes qui sont annuellement recrutées et exploitées à travers le monde. Les formes d'exploitation les plus répandues dans le monde sont le travail forcé et l'exploitation sexuelle, mais on recense également d'autres formes d'exploitation telles que l'esclavage, la servitude et le trafic d'organes.

Comme d'autres pays de la région, le Togo n'est pas épargné par ce phénomène, étant à la fois un pays d'origine, de transit et de destination des victimes de la traite des êtres humains. Le pays a ratifié en 2004 le "Protocole des Nations unies visant à prévenir, réprimer et punir ceux qui pratique la traite des personnes, en particulier des fem-

mes et des enfants" (dit le "Protocole de Palerme)" et a depuis longtemps adopté des mesures visant à renforcer la répression de cette criminalité, mais aussi la prévention et la protection des victimes.

Notons que c'est un atelier de formation qui cadre avec le projet régional d'appui à la lutte contre la traite des êtres humains dans les pays du Golfe de Guinée, financé par la coopération française. Par ce projet, qui se déploiera au Bénin, Cameroun, Ghana, Nigeria et Togo, l'on vise à appuyer le renforcement des capacités nationales (notamment par le soutien au système judiciaire et aux organisations de la société civile) et la consolidation des mécanismes de coopération régionale.

Elom

TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT AU BURUNDI :

Une confusion totale à Bujumbura

Il est difficile de savoir, jeudi 14 mai dernier, quelle est la situation exacte à Bujumbura après la tentative de coup d'Etat lancée la veille en début d'après-midi et qui serait toujours en cours. Des tirs ont été entendus le lendemain matin dans la capitale burundaise. Le coup d'Etat est conduit par le général Godefroid Niyombaré, ex-chef d'état-major. Mais l'actuel chef de l'état-major de l'armée a assuré, après que les loyalistes occupaient les points stratégiques de Bujumbura et que le putsch avait échoué.

Joint par RFI, Willy Nyamitwe, porte-parole de la présidence et porte-parole de la campagne de Pierre Nkurunziza, assure que le président est serein et confiant : " Pour des raisons de sécurité, je ne suis pas autorisé à vous dire où se trouve le président de la République. Mais nous sommes en communication. Il est calme, serein, il est conscient que les Burundais ne voudraient plus renouveler avec les années sombres de leur histoire. Nous savons d'où nous venons, et surtout ce que veut dire un coup d'Etat au Burundi. Alors il est confiant, comme il a le soutien du peuple burundais. De toute façon, le retour à la normalité, à la constitutionnalité, est assuré. Si le chef de l'Etat n'est pas au pays, l'armée loyaliste est là, ses conseillers sont ici, le gouvernement est là. Donc le pays continue à tourner. C'est vrai, il y a un petit sabotage, causé par ces aventuriers, mais ce qui est sûr et certain c'est que cette situation est maintenant maîtrisée par les loyalistes ".

Face-à-face sur la RN7, vers Musaga, entre un détachement de loyalistes sur le pont Kinanira II et un blindé putschiste, à

quelques centaines de mètres d'écart.

Trois points sont à cette heure, tenus par les loyalistes : la présidence, la Radiotélévision nationale du Burundi (RTNB) et le siège du parti au pouvoir. Un large périmètre est en place autour de ces bâtiments. Tôt ce matin, une attaque des putschistes a eu lieu contre la RTNB mais elle a été repoussée.

La situation est plutôt calme depuis une heure et demie environ même si on entend encore des tirs sporadiques dans la rue du Commerce, nous explique notre envoyée spéciale. On ne connaît évidemment pas l'origine de ces tirs, on ne connaît même pas les forces en présence. Parmi les policiers que l'on rencontre, certains ont l'air d'être proches des loyalistes, d'autres des putschistes. Ils se trouvent à quelques rues d'écart sans qu'il y ait des affrontements, hormis les accrochages du début de matinée.

Les putschistes disent contrôler la " majorité " de la capitale, Bujumbura.

La RPA est en flammes et des parties du bâtiment menacent de s'écrouler. La Radio Renaissance a aussi été en partie incendiée par des forces identifiées comme des policiers, selon des témoins. Une technicienne qui était sur place a été gravement blessée au ventre, d'après le directeur de cette radio. La station Bonesha a aussi été attaquée à la grenade. Tous les médias attaqués avaient diffusé les messages des putschistes. Il n'y a plus que deux radios qui émettent : la RTNB et Radio Isanganiro.

Au bord des routes, rapporte notre correspondant à Bujumbura, des soldats sortent des casernes. La plupart des gens



Les manifestations tournent à la violence

sont terrés chez eux parce que, pour le moment, nul ne peut dire qui est en train de prendre le dessus. Dans le camp des putschistes, on assure que Nkurunziza ne peut plus compter que sur la brigade spéciale de protection des institutions, qui lui est très fidèle et qui protège la Radiotélévision nationale. Aucun loyaliste ne répond au téléphone pour le moment. C'est très clair, les médias burundais sont l'un des principaux enjeux de cette bataille.

Le président Nkurunziza serait à nouveau en Tanzanie, rapporte notre correspondant à Dar es Salaam. D'après nos sources, il s'est entretenu avec le président tanzanien Jakaya Kikwete. On ne sait pas ce qu'ils se sont dit, mais il est très probable que les Tanzaniens aient posé comme condition au président burundais de se faire discret. Mercredi soir, au sommet des chefs d'Etat, personne n'a parlé de tentative de coup d'Etat et le sommet de l'Afrique de l'Est considèrerait que le renversement du président burundais avait déjà eu lieu. Mais vu la situation qui règne à Bujumbura ce matin, cela semble beaucoup moins clair.

De violents combats de nouveau signalés par les envoyés

spéciaux de RFI et des agences à la mitrailleuse et au lance-roquettes.

Il semble y avoir une accalmie dans les tirs.

Après les séances de liesse mercredi après-midi, la situation s'est rapidement dégradée pendant la nuit et ce jeudi matin, des combats ont éclaté dans Bujumbura. Des tirs nourris à l'arme légère et à l'arme lourde sont entendus notamment autour de la Radiotélévision nationale sous contrôle des partisans du président Nkurunziza. L'air sent la poudre, rapporte notre envoyée spéciale.

Il y a eu des combats autour des radios privées et de la radio publique, la RPA, dans la nuit du

jeudi. Deux nouvelles radios ont été attaquées : Renaissance et Bonesha. La RPA n'émet pas, les équipes ne sont pas parties travailler. Seule Isanganiro et la RTNB poursuivent leurs programmes.

Des négociations entre officiers loyalistes de l'armée burundaise et proches de Godefroid Niyombaré ont eu lieu mais elles ont échoué vers 2h du matin. Les responsables de chaque camp sont venus annoncer à la radio qu'ils avaient la maîtrise de la situation. Le chef d'état-major parlait d'un échec du coup d'Etat et appelait les mutins à se rendre.

Dans l'autre camp, le porte-parole du général Niyombaré invitait " confraternellement " ceux qui continuent de soutenir le président Nkurunziza à se rejoindre derrière le peuple. On n'a pas encore de précisions sur les forces en présence ni sur l'équilibre entre chacun de ces deux camps. La présidence burundaise annonçait avant hier avoir déjoué le coup d'Etat des militaires mutins tandis que le général Niyombaré assurait, lui, avoir le soutien de nombreux officiers supérieurs.

Cette nuit, le chef d'état-major, resté loyal au président, revendiquait le contrôle de la présidence.

Rfi.fr

Pour toute annonce ou publicité, contactez nous au 92 70 73 36

TOGO CELLULAIRE



OFFRE INTERNET 3G

POUR LES LIGNES EN PRÉPAIEMENT

Avec la 3G de Togo Cellulaire, vous pouvez accéder à Internet à un débit plus rapide (jusqu'à 1.8Mbits/s) pour l'utilisation de vos applications, télécharger des emails, des fichiers, des photos, interconnecter des terminaux communicants (GPS, TPE, etc.) ou des sites distants, etc.

Conditions d'accès

- Disposer d'un terminal compatible (Smartphone, tablette ou modem 3G),
- Souscrire au service 3G,
- Souscrire à un des forfaits 3G.

Tarifs forfaits 3G prépayés

Nom du forfait	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Semaine	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 3 Mois
Volume	20 Mo	80 Mo	300 Mo	1 Go	3 Go	5 Go	10 Go
Coût	200F	500F	1 500F	5 000F	10 000F	15 000F	35 000F
Validité	1 jour	1 jour	7 jours	30 jours	30 jours	30 jours	90 jours

NB :

- La connexion est interrompue à l'épuisement du forfait,
- Le forfait est cumulable en volume et en durée de validité,
- Le cumul de la durée de validité est plafonné à 12 mois,
- A la date de fin de validité, le volume restant n'est pas reporté.

POUR LES LIGNES EN POST PAIEMENT

Avec la 3G de Togo Cellulaire, vous pouvez accéder à Internet à un débit plus rapide (jusqu'à 1.8Mbits/s) pour l'utilisation de vos applications, télécharger des emails, des fichiers, des photos, interconnecter des terminaux communicants (GPS, TPE, etc.) ou des sites distants, etc.

Conditions d'accès

- Disposer d'un terminal compatible (Smartphone, tablette ou modem 3G),
- Souscrire au service 3G,
- Souscrire à un des forfaits 3G.

Tarifs forfaits 3G Post payés

Nom du forfait	Forfait 1Mois 1 Go	Forfait 1 Mois 3 Go	Forfait 1 Mois 5 Go
Volume	1 Go	3 Go	5 Go
Coût	5 000 F	10 000 F	15 000 F
Validité	30 jours	30 jours	30 jours

Le dépassement est facturé à 0,001F/Ko

OFFRE BLACKBERRY

La solution BlackBerry® permet aux utilisateurs de rester connectés en permanence et en toute mobilité à leurs comptes mails, messagerie instantanée, internet, etc

Facturation

Forfait mensuel BlackBerry 5Go : 15.000 F TTC/mois

POUR LES LIGNES EN PRÉPAIEMENT

La connexion internet est interrompue à l'épuisement du forfait 5Go. Mais le service BlackBerry reste opérationnel

POUR LES LIGNES EN POST PAIEMENT

Le dépassement du forfait est facturé à 0,001F/Ko.

Avantages (Solution BES)

- Accès en push aux mails professionnels provenant des serveurs Domino, Exchange ou Novell. Parfaite synchronisation entre la messagerie professionnelle et le téléphone : mails, annuaire des contacts, agenda, tâches, notes, etc.
- Accès en push aux mails privés (jusqu'à 10 comptes de messagerie).
- Téléchargement des pièces jointes.
- Navigation Internet (EDGE et 3G).
- Messagerie instantanée (BBM, MSN, Google Talk, Yahoo Messenger).
- Sécurité des données (Cryptage AES ou 3DES).
- Licence utilisateur BES Express offerte (avec assistance pour installation et intégration).

OFFRE MACHINE A MACHINE (M&M)

Offre accessible uniquement en post paiement

La meilleure réponse pour faire communiquer à distance vos machines mobiles (terminaux embarqués sur véhicules, terminaux monétiques...).

Conditions d'accès

- Achat d'un kit M2M 2G ou 3G, avec voix ou sans voix
- Terminal compatible 2G ou 3G
- Mise à disposition d'un APN dédié :100 000 F ;
- Redevance mensuelle APN dédié :25 000 F/mois ;
- Caution : 2 fois le montant du forfait souscrit

Tarifs forfaits M&M 2G/3G

*Frais avec APN dédié

- Frais de mise en service APN dédié: 100 000 Fcfa TTC
- Redevance mensuelle APN dédié : 25 000 Fcfa TTC

* Facturation de l'usage du service 2G/3G au forfait :

	Forfait (TTC en Fcfa)	Durée de Validité du forfait	Prix du Ko Hors forfait (TTC en Fcfa)
5 Mo	7 00	30 Jours	0,01
20 Mo	1 200		
50 Mo	1 500		
100 Mo	2 500		
500 Mo	3 500		
1 Go	6 000		
3 Go	15 000		
5 Go	20 000		

NB : Le dépassement est facturé à 0,01F/Ko



LE LEADER

service client : 888 www.facebook.com/Togocel www.twitter.com/togocel www.togocel.tg certifiée ISO 9001 : 2008